

# Acteurs et processus dans l'histoire russe et soviétique

Moshe Lewin

L'idée que l'on a pu se faire d'un absolutisme vieilli et immobile auquel aurait succédé une dictature soviétique tout aussi immuable est très éloignée de la réalité historique. L'ordre tsariste qui règne au 16<sup>e</sup> siècle n'a pas grand-chose à voir avec celui qui s'installe au 18<sup>e</sup> siècle, lorsque se produit la mue vers l'absolutisme impérial que nous avons pu observer jusqu'à sa chute finale. Au cours de cette période, le système qui s'installe après l'abolition du servage connaît lui aussi de profonds changements. Après 1861, se succèdent des étapes de développement économique, social et institutionnel. Vers 1905, le régime abandonne un peu de son absolutisme, puis entre dans une dernière phase d'évolution avec les réformes de Stolypine. En même temps, les mises en scène successives du pouvoir (ce que Wortman appelle les « power scenarios ») consistent inmanquablement, quels que soient les changements en cause, à redistribuer d'une autre manière les mêmes ingrédients idéologiques, à rebattre sans cesse des cartes identiques, pour étayer et justifier une certaine idée (et une certaine réalité) d'un réseau qui, lui, ne cesse de se délabrer.

La période soviétique doit elle aussi être découpée en séquences successives correspondant à des changements et à des étapes. Des politiques, des décisions, des programmes, des mesures institutionnelles et des initiatives gouvernementales, qui finissent par représenter un régime tout à fait nouveau, retiennent l'attention des observateurs. En réalité, il ne s'agit que de quelques facteurs parmi bien d'autres ; certains auront eu un effet bien réel, tandis que d'autres n'auront rien changé. Pourtant, ces actions, parfois très spectaculaires, ont pour conséquence des résultats plus ou moins directs. Elles enclenchent des développements qui s'enchaînent, interagissent entre eux, et finissent par converger pour donner naissance à des « processus ». Impersonnels et (largement) spontanés, ce sont ces processus qui, en dernière analyse, ont mené et continuent de mener ce pays.

## IL FAUT DONC S'INTERESSER AUX « PROCESSUS »

Ces processus résultent de l'activité d'individus et de groupes sur de très grandes échelles. Leurs actions sont parfois simultanées, parfois parallèles ou encore juxtaposées. Il arrive souvent qu'elles se fassent contrepoids les unes aux autres. Il est vraiment « surréaliste » de vouloir à toute force placer au centre de l'histoire les acteurs engagés dans cette *mêlée* (en français dans le texte) dans l'espoir de rendre fidèlement compte de la « réalité ». C'est vraiment s'exposer à devoir renoncer à toute pertinence que de s'obstiner à étudier des systèmes en négligeant l'extraordinaire puissance et l'incroyable intensité de la production de comportements et de modes de pensée qui a lieu à tous les niveaux de la vie sociale, au cœur de ces masses immenses de gens interagissant avec leur environnement et avec la situation qui est la leur à un moment donné. Il est vrai que l'on dit volontiers des sociétés qu'elles sont dominées par un État ou par une classe donnée, et parfois même qu'elles sont « totalitaires ». Toutes ces caractéristiques ne sauraient être négligées lorsqu'elles se présentent. Mais aussi réelle que soit cette domination, elle ne met souvent pas un

point final à l'histoire. Il se pourrait que les dominés aient davantage voix au chapitre que ne le suggère la vision que l'on en a « d'en-haut ». Et si l'on étudie les choses de plus près, on voit bientôt que ces réalités historiques que sont les « régimes » présentent un tout autre visage que celui que ces « régimes » désirent présenter (ou qu'ils cherchent au contraire à cacher). C'est d'autant plus vrai lorsque ce sont des individus, des dictateurs qui dominent. Quelle que soit la puissance du despote (ou du mouvement despotique), et quels que soient la noblesse et le bien fondé de ses objectifs, ses actes ont des conséquences en cascade. Les objectifs et les espoirs de la masse de la population finissent toujours par entrer dans la danse.

Les historiens d'autrefois ont eu tendance à ne s'intéresser qu'à ceux qui prennent les décisions, ou aux acteurs principaux (qu'on les apprécie ou qu'on les déteste). Des courants de la recherche historique moderne le leur ont reproché. Et pourtant, tout se passe comme si leur démarche s'imposait de nouveau comme la norme, ramenant en arrière la profession d'historien. La décision est une chose (j'entends par là l'élaboration d'une politique, dans le sens la plus large), ce qui en découle est une autre chose. Faire œuvre d'historien, c'est s'efforcer de restituer l'ensemble du tableau. Et cependant, les études qui ont pris pour objet le système soviétique et son histoire manifestent une propension particulière à ne s'intéresser qu'au « régime », à son idéologie et à ses dirigeants. Elles ont souvent adopté un point de vue attribuant au régime une sorte d'immuabilité fondamentale, qui lui aurait été inhérente. Les dirigeants seuls y apparaissent comme promoteurs ou perturbateurs du destin national. Ces études oublient tout simplement l'ampleur considérable des changements qui se sont produits dans la sphère sociale tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. Elles ne voient pas non plus les tendances, les transformations spontanées intervenues au sein même des groupes dirigeants de l'État, dans le parti ou dans les diverses bureaucraties, transformations qui ont fini par converger et par conférer au système politique ses principales caractéristiques. Qui peut nier que les agissements des autorités ont donné naissance à des situations nouvelles, ont mis en branle ou au contraire, ont mis fin à des chaînes d'événements. Mais cela ne signifie pas pour autant que ces autorités ou ce régime ont été les seuls à façonner l'histoire : l'histoire, en retour, leur a imprimé sa marque. Le mécanisme de ce « feedback » tient au fait que décisions, consignes, plans et campagnes politiques sont toujours « filtrés » par la sphère sociale : classes sociales, leaders d'opinion et diverses strates de la bureaucratie. C'est ce qui permet de dire avec certitude que lancer des consignes est une chose, mais que leurs résultats en sont une autre. Tout le monde s'accorde à dire que la marche de l'histoire ne consiste pas à émettre des vœux, même si on les appuie d'un recours à la force. Les décrets, les ordonnances sont bien entendu très importants, mais ils ne sont qu'une composante de l'histoire, et pas toujours la plus importante.

Pour s'en tenir à un niveau très général, on peut dire que l'État a toujours joué en Russie un rôle primordial, y compris pendant la période très mouvementée que furent les années 30. Mais l'État a connu des crises, traversé des

phases de déclin, d'effondrement puis des périodes de redressement. Ces moments correspondaient à de très grands changements sociaux nés de l'interaction de plusieurs facteurs, au nombre desquels des politiques d'État. Les processus historiques qui s'y sont développés ont eu un impact sur la construction de l'État mais aussi sur sa démolition. Le sol se déroberait sous les pas de l'historien qui voudrait se dispenser d'étudier ces « processus ». Certains ont préféré voir dans les différentes « personnalités » le point central des phénomènes historiques, plutôt que ces « processus » que notre siècle a connus, et ils sont même parfois allés jusqu'à en nier l'existence (un exploit lorsque l'on est confronté à un siècle où se sont produits tant de bouleversements structurels gigantesques...). Mais il se pourrait bien qu'ils soient passés à côté d'un point essentiel : cette « personnalité » (*lichnost*) dont le rôle aurait été si important dans la société, la culture ou la politique, ce n'est pas un concept métaphysique. C'est un concept social, un élément, certes important, de la totalité.

Le terme de « processus » pourrait faire naître une image mentale d'unilatéralité, d'homogénéité. Écartons toute idée de sage défilé de soldats à la parade. Il n'en est rien. C'est tout le contraire qui est vrai : les tendances sont multiples. Il en découle des crises de toutes sortes, des surprises, des retraites et des replis, des traditions historiques qui résistent aux changements trop fiévreux, des mouvements considérables, et, au bout du compte, des ouvertures ou des brouillards opaques. Ce sont autant d'occasions ou de circonstances dans lesquelles les actes d'un individu isolé peuvent faire la différence... ou être totalement vains.

## GRANDES ETAPES ET RESULTATS NON DESIRES

Essayons de tracer à grands traits les principales étapes de l'histoire soviétique, marquées par des changements structurels qui ont construit le système et permettent de le comprendre.

- Le dernier chapitre de la période tsariste a été caractérisé par le « complexe agrarien » qui, soit directement soit par l'intermédiaire des cercles qui lui sont liés, continue de dominer l'économie, la société et la politique. Il est composé de la paysannerie (qui constitue l'essentiel de la « chair à canons » du régime), de la noblesse (*dvorianstvo*), principal soutien de l'autocratie, et de la cour impériale, qui, avec la noblesse, fournit les généraux, les politiciens et les diverses *camarillas* dirigeantes. Cette association fait entendre, à cette époque, de sinistres craquements qui ne cessent de s'amplifier, accentués par la pression des secteurs capitalistes en pleine croissance, porteurs tout à la fois de l'économie moderne et des nouvelles couches sociales. À cette étape, le tableau d'ensemble se compose, d'une part, de banques modernes, d'une bourse des valeurs et de corporations modernes et, d'autre part, d'un modèle plus ancien, fondé sur des foires rurales ou semi-rurales (*iarmarki*), et sur une technologie agricole consistant avant tout en charrues de bois à soc unique (*odnolemesnyj*) utilisées sur des sols mal fertilisés. Les

communautés rurales ne sont pas organisées dans l'objectif d'atteindre la production et la productivité les meilleures possibles, mais comme des sortes de systèmes égalitaires de protection sociale. Elles sont contrôlées par une organisation étatique souvent peuplée de petits tyrans (les *dzerzhimordy*) qui règnent sur la police et les bureaucraties locales. Le système social russe se présente globalement comme un ensemble socialement composite et disparate (une *mnogoukladnost*), que Lénine qualifie de « mille feuilles », où il y a très peu de contacts entre le « haut » et le « bas », mais aussi entre les différentes couches sociales ; c'est un système social d'une très grande fragilité, qui risque les ruptures et même l'effondrement. Cette énorme mosaïque affiche des signes de crise sociale et politique, qu'exprime en particulier l'inaptitude du régime à faire face aux tâches de défense de son immense territoire, et à s'orienter par lui-même dans la compétition inter-impérialiste contemporaine.

- C'est la crise de ce système tsariste, crise très complexe, qui se situe au fondement de la période 1914-1921, si prodigieusement intense, où le pays a connu un recul très douloureux, que l'on peut à bon droit qualifier « d'archaïsation », tant ce terme en résume bien les caractéristiques principales. De très nombreux secteurs avancés ont disparu ou ont régressé ; d'autres, plus arriérés, ont au contraire gagné en importance. La paysannerie, si nombreuse et qui a tant souffert, s'est trouvée portée au premier plan du paysage social, non pas tant du fait de son nombre que de sa capacité de résistance, bien supérieure à celle des citadins, au cataclysme de la Guerre civile.

- La NEP va permettre au pays de revenir à un état « biologique » à peu près normal et à acquérir une sorte d'équilibre, en prenant appui sur des secteurs qui s'avéraient capables de se remettre plus vite que d'autres des ravages des guerres. La paysannerie, cette masse de producteurs organisés en assemblées communautaires, cueille les résultats contrastés de la révolution, en particulier dans ses aspects agraires. La vieille aristocratie a été balayée, mais aussi les secteurs capitalistes, et la couche des NEPmen, qui émerge alors, ne peut même pas être considérée comme un *ersatz*. L'appareil d'État commence à occuper une place toujours plus prépondérante dans le système, même si les « spécialistes bourgeois » y jouent un rôle disproportionné, du fait de leur expérience et d'un plus haut degré de professionnalisme. Ils constituent avec les « directeurs rouges » des attelages fragiles, dont la compétence et le talent sont très variables.

Les secteurs culturels, aux dimensions modestes mais d'une grande créativité, se détachent très nettement sur l'arrière-plan rural-plébéien. Le parti, de son côté, conserve nombre de ses anciens cadres et de ses références propres, et il fonctionne comme l'élite politique du nouveau système. Mais pas pour longtemps. La société NEPienne connaît un certain pluralisme, y compris sur le plan politique. Mais ce pluralisme va en être systématiquement extirpé, et paradoxalement avant tout dans le parti qui reste le parti dirigeant. Un monolithisme de plus en plus dur va le remplacer, que va accompagner une croissance « métastatique » (on le découvrira plus tard) de son appareil, et un changement complet de son

orientation. Tout cela mène à une véritable atrophie de la politique du parti. Tout cela apparaît nettement au fur et à mesure que la couche des « fondateurs » est poussée dehors, déracinée ou exterminée. Et le parti, qui continue pourtant d'avoir une base (dont la plupart des membres ne sont pas des « administrateurs »), devient avant tout une administration, dotée d'une base...

Le pays est parvenu à « restaurer » (c'est le mot qui sera utilisé) la plupart des indicateurs économiques d'avant-Guerre, mais cette « restauration » a son côté sombre : les indicateurs du succès ramènent la Russie vers les niveaux de production d'avant-Guerre, mais, pendant ce temps, les pays d'Europe de l'Ouest connaissent un véritable bond en avant, très au-delà de leurs propres niveaux d'avant 1914. Et une réalisation importante de la jeune URSS peut, par comparaison, être perçue comme un mouvement victorieux... vers l'arrière.

- Les tendances divergentes entre la société (pluraliste) et le parti (de plus en plus monolithique), entre l'intérieur (l'Union soviétique) et les économies internationales poussent ce parti « sur-administré » à accomplir, en 1928-1929, le célèbre « bond en avant », un « traitement de choc » qui a pris la forme de la collectivisation et de la grande campagne en faveur de l'industrie. Pareille impulsion donnée par l'État n'est pas chose habituelle, même dans un pays dont l'histoire est à ce point dominée par l'État. De formidables masses se sont mises à se déplacer dans toutes les directions, une immense mobilité sociale spontanée, des « flux » sans précédents en temps de paix. Les gens se sont dirigés vers les villes, ou ils s'y sont réfugiés, ou encore ils y ont été poussés de force. Ils sont allés vers les usines, vers les chantiers, vers les écoles et les instituts technologiques. Ils sont aussi allés vers les camps ou vers les pelotons d'exécution. Le travail créatif s'est trouvé mêlé à une orgie de terreur. Un régime *sui generis*, le « stalinisme », a émergé et a pris racine pendant ces années, un régime plein d'innombrables complexités et contradictions. Une classe a fait son apparition, très voyante, celle des « dirigeants », des « responsables », flanqués (mais aussi prisonniers) d'un dédale bureaucratique très vaste, en croissance continue, mais encore relativement friable à l'époque stalinienne. Le rôle de cette classe a été considérable, mais personne ne soupçonnait alors (sauf peut-être Staline lui-même) que ces « dirigeants » seraient finalement les fossoyeurs du stalinisme. Ils allaient remplacer son « modèle » ou son régime par un autre, que je qualifie quant à moi d'« absolutisme bureaucratique », terme emprunté aux études consacrées à l'absolutisme prussien.

L'urbanisation du pays connaît à la même époque, dans les années 30, une accélération frénétique. Elle se fait de manière à la fois conflictuelle et minutieuse. Après la guerre, la ruée vers les villes a pris une dimension torrentielle. La sociologie millénaire du pays, rurale, s'est rapidement transformée en sociologie urbaine. Cela ne pouvait se faire sans un véritable changement de civilisation, mais il va une fois encore se produire dans le malheur et les distorsions. La vitesse et l'ampleur du phénomène l'expliquent en partie, mais il faut y ajouter des contraintes proprement soviétiques. Alors que le régime politique donne des signes de son incapacité à faire face à la nouvelle réalité, à la fois intérieure et

internationale, la nouvelle société urbaine n'est elle-même pas assez forte et « organique » pour en tirer parti. Le système se brise, laissant derrière lui des bureaucrates cupides et assez peu compétents, mais la nouvelle société urbaine n'est pas assez mûre pour produire des nouveaux leaders, et se diriger vers une véritable économie et une véritable politique. Le vieux monde n'en peut plus, mais le nouveau n'est pas encore prêt.

Et finalement, le caractère « composite » du processus doit s'accommoder des vicissitudes de l'« idéologie ». Décrire, comme le font les soi-disant experts « compétents », une prétendue fixité idéologique, qui trouverait son prolongement dans les réalités du pouvoir et de la vie sociale du système soviétique est l'un de ces exemples hallucinants de « surréalisme » que j'évoquais plus haut, une conception parfaitement a-historique. Il n'y a pas lieu de douter de la sincérité de l'engagement des « pères fondateurs » vis-à-vis du marxisme et du socialisme. Le marxisme leur avait enseigné que le socialisme n'était pas réalisable dans la seule Russie. En prétendant le contraire, Staline manipulait l'idéologie, et camouflait ainsi le fait que l'engagement initial avait été submergé par des réalités nouvelles qui appelaient de nouvelles formulations idéologiques, lesquelles, ouvertement ou secrètement, avaient d'ores et déjà remplacé les analyses originelles. Certains adeptes, et certains opposants continuaient de prétendre que l'URSS vivait sous un système socialiste, mais qui se souciait de décrire avec précision ce qu'il en était véritablement de ce système ?

L'idéologie socialiste (ou communiste) a été un phénomène de connivence entre gauche et droite, afin de maintenir une fiction en vie. Les conséquences en ont été nombreuses. Jamais le système n'a été étudié en ayant recours à des termes appropriés ; jamais ses propriétés et ses relations de pouvoir n'ont été examinées ni définies comme il aurait convenu de le faire ; jamais les ressorts de son dynamisme et les causes de son déclin et de sa chute n'ont été compris. Ils sont demeurés incompris par ceux-là mêmes qui soutenaient ce régime, et qui devaient faire face à une réalité qu'ils étaient impuissants à réformer faute de comprendre, entre autres raisons, ce qu'il convenait de réformer. Mais ils n'ont pas davantage été compris par les Occidentaux et par tous ceux qui propageaient alors cette immense galéjade : « Le socialisme est tombé, le marxisme est mort, et le capitalisme, et lui seul, a gagné ! »

Pour chacune des étapes que je viens de mentionner, on peut donner un certain nombre d'exemples qui montrent combien les résultats se sont éloignés des « intentions ». Ainsi du domaine de la planification, qui revendique une rationalité à laquelle ne peuvent pas prétendre les marchés capitalistes chaotiques, mais ne peut éviter de faire face à la liste interminable des chantiers inachevés, à la perte d'efficacité des capitaux investis, à la déperdition d'énergie et de matériel, à tout ce qui, au total, manifeste une propension très nette de l'économie planifiée au gaspillage des ressources. La NEP a constitué un « écart », mais elle a été suivie par une sorte de « revanche » : au sein du modèle stalinien, se sont développés, au beau milieu des entreprises d'État, un marché noir, un quasi-marché et des marchés tronqués. Les comportements

« dysfonctionnels » des paysans, l'économie involontairement faussée, boiteuse de l'agriculture collectivisée (la terre collectivisée des kolkhozes, les lopins de terre privés des familles paysannes, les stations de machines agricoles et de tracteurs d'État), tout cela a contrarié les intentions premières du système général. La propagande pour le stakhanovisme n'a jamais correspondu aux aspirations des plus jeunes. Autant de motifs de frustration permanente pour Staline, et de déceptions pour Krouchtchev, même si l'on ne peut être insensible à la manière fort différente dont chacun des deux a réagi à ces frustrations...

Tous ces phénomènes nous aident à mieux préciser ce qui est l'idée maîtresse de ce texte : l'idée de « processus ». Le résultat des interactions et des manifestations sur le tableau d'ensemble est d'une portée plus profonde et plus complexe que ce que peuvent produire les actions, les initiatives ou les crimes politiques. Les actes perpétrés par les dirigeants et par les responsables finissent d'ailleurs par être submergés par ces « processus » résultant des réalités sociales et des traditions culturelles. Ils jouent un rôle dans le cours de l'histoire, dont ils sont à la fois sujets et objets. C'est aussi le cas des structures administratives, et en particulier lorsqu'elles interagissent avec les transformations sociales et toutes sortes de tendances.

## LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DU DÉVELOPPEMENT DE LA BUREAUCRATIE

La bureaucratie constitue l'armature du système étatique. Mais elle est aussi, par elle-même, un milieu social complexe et extrêmement vaste. Elle a connu ses crises de croissance et ses phases de développement au cours de la période historique esquissée ci-dessus. Je voudrais maintenant m'arrêter sur sa trajectoire propre, qui aboutit à instaurer sa pleine domination sur l'ensemble du système.

- Dans la période qui suit immédiatement la Guerre civile, la composition et l'idéologie de la bureaucratie d'État sont essentiellement « plébéiennes ». Le nouveau régime y puise sa force, mais c'est aussi l'une de ses faiblesses principales : le niveau d'instruction est peu élevé, et la très faible qualification professionnelle des cadres met le régime à la merci des « spécialistes bourgeois ». Ce contexte est propice à une interaction assez remarquable entre de nouveaux espoirs, de nouvelles aspirations qui tiennent à l'idéologie du régime d'une part, et, d'autre part, une tendance à assimiler les modèles administratifs, les traditions et les habitudes autoritaires en vigueur à l'époque pré-révolutionnaire, tendance à la fois inévitable mais pas nécessairement vraiment reconnue comme telle. Pendant la NEP, dans une situation où les assemblées communautaires dominent la scène économique, et où le secteur industriel d'État est très faible, l'appareil d'État et sa bureaucratie n'ont rien de cette pieuvre tentaculaire qu'ils deviendront, et en particulier après Staline. Les principaux dirigeants, à tous les niveaux, sont avant tout d'origine citadine. Il n'en est pas moins vrai qu'ils sont et ne peuvent pas ne pas être (et avec eux, tous les responsables de niveau immédiatement inférieur) en charge de l'administration d'une société à dominante

rurale. Par le haut, ils subissent la pression d'un régime et d'élites orientés vers la modernité ; mais leur entourage exerce sur eux une contre-pression qui exige d'eux qu'ils s'adaptent (et dans une certaine mesure qu'ils alimentent) à une structure qui évolue beaucoup plus lentement, et qui demeure fondamentalement celle de la Russie pré-capitaliste.

- La période stalinienne crée, elle, les conditions d'un modèle d'État pleinement bureaucratifié, en particulier du fait de la collectivisation (qui entend bouleverser des campagnes plutôt stagnantes) et de l'industrialisation accélérée, toutes deux imposées par l'État. Les campagnes de ce genre incitent les rouages de l'État à se développer. Si l'on adopte un angle un peu différent, et si l'on s'intéresse aux « cadres », placés au cœur des réseaux bureaucratiques, tous ceux qui occupent des positions de direction à tous les niveaux de l'État et des organes du parti, apparaît une question primordiale, celle de la *qualité* de ces cadres. Sont-ils eux-mêmes assez modernes pour être capables de tout moderniser ? Pour insuffler à marche forcée un dynamisme à cette société d'un autre âge, il faut des acteurs qui, si l'on prend en compte la manière dont sont perçues et imposées les stratégies de bouleversement, doivent être de véritables *deus ex machina*. Nous touchons du doigt le revers de la médaille du dynamisme stalinien et de son caractère improvisé : il s'y produit une profonde bureaucratification, mais elle se heurte à un trait puissant et extra-bureaucratique, le despotisme (que l'on peut également définir comme une version extra-bureaucratique de l'étatisme) qui a absolument besoin d'éliminer ses propres bureaucrates modernisateurs ! Staline ne peut rien faire sans la bureaucratie, mais il ne peut en aucun cas lui faire confiance et vivre en paix avec elle. Coexistent les pressions mobilisatrices et le besoin d'une routine bureaucratique. C'est le syndrome Dr Jekyll et M. Hyde, symbole de la coexistence très inconfortable au cœur même de la dictature stalinienne. Au bout du compte, la logique administrative, qui n'est rien d'autre qu'une autre version de l'étatisme, l'emportera sur le « stalinisme » et permettra de sortir de ce dualisme. Cette autre version de l'étatisme n'a pas besoin d'un « culte » ou de « mobilisations » (même si ces dernières peuvent aider à l'occasion). Elle a besoin que l'État et les principes qui lui permettent d'exister soient exaltés, et que l'ensemble du système tombe sous le contrôle d'une bureaucratie si tentaculaire qu'elle aurait bien mérité d'être caractérisée comme l'« absolutisme bureaucratique » de la période post-stalinienne.

À l'époque de Staline, et du fait des traits propres au stalinisme, la bureaucratie ne pouvait pas encore obtenir d'exercer le pouvoir dans toute sa plénitude. Il convient de préciser que, outre son niveau professionnel médiocre, un autre facteur doit être pris en compte : la majorité des gens qui occupent alors des emplois techniques ou administratifs sont de simples praticiens, qui ont appris leur métier sur le tas. Beaucoup d'ailleurs débutent à ce niveau. La bureaucratie est donc encore fragile et vulnérable. Aurais-je oublié le parti, dans ce tableau ? Non, je ne l'ai pas oublié, mais il est vrai qu'il a perdu son rôle dirigeant. À l'époque du « culte de la personnalité », il est devenu celui qui exécute les ordres. Ses propres

institutions ne fonctionnent pas vraiment, et de surcroît, il a dû supporter toute la pression des campagnes, toutes les secousses, subir des purges, parfois sans effusions de sang, mais la plupart du temps extrêmement sanglantes, en somme, comme l'appareil d'État, et l'un comme l'autre s'efforcent de faire ce qu'on leur demande.

- Ce que nous avons qualifié de « dualisme », la routine administrative d'une part, coexistant avec le lancement obsessionnel de puissantes campagnes de mobilisation, a commencé à s'estomper pendant la période post-stalinienne, et en particulier après que Krouchtchev aura été chassé du pouvoir, parce que la bureaucratie, comme on pouvait s'y attendre, a éliminé tous les traits du stalinisme qui ne lui convenaient pas, tout ce qui l'empêchait de s'endormir tranquillement le soir venu, et qui, par ailleurs, ne garantissait aucune sécurité de l'emploi, et peut-être même pas l'assurance de survivre simplement. Il n'y a en effet aucune garantie de l'emploi, alors que c'est une chose à laquelle tiennent beaucoup toutes les bureaucraties, et qu'en général elles l'obtiennent. Staline disparu, le système d'État retrouve une stabilité, et les principales agences bureaucratiques atteignent la plénitude de leur pouvoir. La bureaucratie devient l'incarnation du système. Krouchtchev fait en sorte de faire renaître, au moins pour un temps, les structures du parti qui avaient perdu toutes leurs fonctions politiques d'avant Staline, mais sans rien changer pour autant à leur caractère désormais avant tout administratif. À un moment donné, l'administration du parti sera appelée à fusionner avec les « sommets » de la bureaucratie d'État, essentiellement pour des raisons pratiques. Elle finira par s'y assimiler, et en lui servira généralement de porte-parole. À rebours des interprétations dominantes, c'est l'organe de contrôle de la *nomenklatura*, supposé exercer le contrôle du parti sur les cadres dirigeants de l'État, qui a rendu possible ce résultat. En somme le parti, que Krouchtchev a fait renaître, perd de nouveau le pouvoir. Une étape est atteinte. Il est intéressant de noter que tout cela se déroule au moment où des secrétaires généraux déjà à moitié morts, ou décédant subitement alors même qu'ils sont censés mener le bal, et en vérité où personne n'est plus en mesure d'imposer la moindre politique nationale à l'énorme cohorte des ministères, devenus de véritables féodalités. Aucune direction n'est plus en mesure de formuler la moindre politique cohérente.

Pendant un premier temps de l'histoire soviétique, il est encore possible à certaines fractions du parti et de l'appareil d'État de formuler assez ouvertement ce que l'on peut considérer comme les intérêts du peuple et de l'État. Cette possibilité s'est petit à petit rétrécie. La victoire remportée dans la « Grande Guerre patriotique », et le fait que l'Union soviétique devienne l'une des deux super-puissances mondiales (ce qui est un succès remarquable) ont pour un temps aidé à camoufler les signes de stagnation présentés par le stalinisme puis, plus tard, par le régime post-krouchtchévien. Phénomène déjà connu à l'époque de la Russie tsariste, le pays faisait irruption sur la scène mondiale et y occupait une position qui n'était nullement adossée à des fondements technico-économiques adéquats. La très profonde bureaucratiation du système a contribué à figer de

manière dramatique ce qui, autrefois, avait été extrêmement dynamique. Nous avons eu affaire, répétons-le encore une fois, à des processus (ou à *un* processus) menant à l'auto-destruction, certains ajoutent « inexorablement ». D'autres préfèrent penser qu'il a existé, à chaque étape, un certain nombre d'alternatives.

Ne confondons pourtant pas stagnation politique et immobilité des structures. L'« immobilité », dans le sens d'incapacité à concevoir et à réaliser des réformes, ne signifie pas que la bureaucratie, qui est elle-même un véritable labyrinthe de structures et de couches diverses, une machine administrative, ne connaît pas de changements. Lorsque l'on parle de décomposition, de déclin, de stagnation, on veut dire qu'il y a des changements, des tendances, en somme des *processus* qui affectent aussi bien l'arène politique que le système social dans son ensemble. Ils sont tous deux étroitement imbriqués, même si cela n'est absolument pas harmonieux. Au bout du compte, ce « grand tout » va quelque part, loin des objectifs officiels ou pas, mais vers un éclatement de l'État, en le privant de ce qui avait été autrefois un puissant levier de pouvoir.

## DES RESPONSABILITÉS HISTORIQUES

Tout cela nous amène à un sujet largement débattu : quelle est, sur le long terme, la responsabilité des conditions historiques ? On a parlé d'« archaïsme », de caractéristiques archaïques nichées au plus profond du processus même de la « modernisation », par lesquelles on pourrait rendre compte de l'incapacité de ce géant industriel à aller de l'avant, à évoluer et, finalement, à se transformer en civilisation industrielle viable. Cela revient à expliquer que ces caractéristiques ont contribué à « figer » ce modèle, alors qu'il aurait fallu le laisser ouvert et souple. Une formule imagée (mais qui ne saurait prétendre à la moindre précision universitaire !) permet de mieux le comprendre : le pays aurait eu à faire face au 20<sup>e</sup> siècle à des problèmes du 19<sup>e</sup> siècle, en utilisant des méthodes qui dataient du 18<sup>e</sup> siècle... Il fallait, en pleine période de modernisation, résoudre des problèmes qui ne l'avaient pas été (et qui continuaient de s'accumuler) pendant la longue période pré-révolutionnaire, où toutes ces caractéristiques « archaïques » étaient déjà bien présentes. Cette formulation imagée a au moins cette vertu qu'elle nous pousse à porter nos regards vers un certain nombre de problèmes qui font sentir leur présence partout, qui continuent de s'accumuler, et qui trouvent leur source dans différentes périodes de l'histoire russe. Ces problèmes attendent une solution qui ne vient pas.

Commençons notre enquête avec l'« État », et avec le mot « étatismisme » qui lui est associé. Cette idéologie et cette pratique occupent une place centrale dans tout le phénomène soviétique. On lui trouve des précédents dans le passé de la Russie. L'État, ceux qui le dirigent, la bureaucratie, ces acteurs majeurs, leurs racines et leurs caractéristiques principales ne peuvent en aucun cas être étudiés indépendamment du contexte : ils ne peuvent l'être qu'en relation avec les structures sociales qui, elles, ne cessent d'évoluer. La notion de « contexte » est fondamentale, et elle inclut évidemment la dimension

internationale. Les réalités extérieures, ce qui vient de l'Ouest, mais pas seulement, tout cela exerce des pressions considérables. Cela contribue au développement du pays, mais avec, bien souvent, un effet de loupe sur les problèmes qui l'affectent. Les dimensions considérables de la Russie jouent un rôle, mais elles sont aussi l'une des composantes essentielles de ses problèmes : le pays est trop vaste pour que le capital humain et les cadres institutionnels y soient maîtrisés de manière « intensive ». Il est plus facile d'avoir recours aux méthodes « extensives », et celles-ci ont tendance à s'auto-entretenir. Cette caractéristique a continué à jouer dans la Russie soviétique. Elle agit encore aujourd'hui, même après l'extension de l'empire, et, en pleine restructuration, elle est toujours la cause d'un gaspillage massif des ressources.

C'est ce qui fait tout l'intérêt de la notion de « mille feuilles », de caractère « composite » de cette société, peut-être inspirée de la conception de Milioukov, pour qui existait une fragmentation de la structure sociale russe, avec un manque de synchronisation de ses différentes composantes. Cela ne veut pas nécessairement dire que cette entité sociale ne dispose pas d'une sorte de « liant ». Il en existe au contraire plusieurs. La religion en fait partie, mais aussi une espèce de monarchisme populaire, ou encore l'appareil d'État, ou des marchés nationaux émergents (comme les chemins de fer). Il a bien fallu qu'il y en ait pour que le système survive aussi longtemps, avec des périodes de stabilité très longues, et même s'il a existé aussi quelques périodes terriblement mouvementées. La question se pose alors : qu'est-ce qui fait que ces « liants » ont cessé d'agir ? L'État était le plus puissant d'entre eux. Qu'est-ce qui l'a fait céder, et à plusieurs reprises dans l'histoire de la Russie ? On ne peut trouver la réponse que dans les « interactions », dans un « système de déséquilibres ». Le diagnostic le plus affûté évoque la non adéquation entre un développement économique impétueux, avec des secteurs bénéficiant d'une structure sociale moderne, et d'autres qui évoluent plus lentement, ou autrement, certains même évoluant en sens contraire, ou pas du tout. Tout se passe comme si ces différentes parties de la société ne vivaient pas « à la même époque », à la fois culturellement, économiquement et mentalement. C'est l'idée d'un « lien agrarien », dont on peut apprécier la longévité, si utile en particulier dans la période tsariste, lorsqu'il comprenait la paysannerie, la noblesse et la cour du tsar, tous fermement « accolés » les uns aux autres, au moins en apparence, car les fissures à venir étaient bien visibles. L'interaction devient tout autre, et le lien agrarien reste très fort pendant la première période soviétique, mais il souffre d'autres points faibles. Mais dans la dernière période soviétique, toutes les composantes sociales essentielles de l'immense interaction historique vont connaître une évolution considérable.

## POURQUOI LE SYSTÈME SOVIÉTIQUE EST-IL MORT ?

La période soviétique est marquée par une caractéristique systémique particulièrement importante : le principe de la

propriété d'État. Cette notion ne fait pas irruption dans cet article sans rapport avec ce qui précède. Nous allons voir que les structures de pouvoir les plus anciennes et les plus modernes ont en commun un trait fondamental. L'idéologie officielle a toujours nié avec véhémence que le principe selon lequel l'État est presque universellement propriétaire des ressources économiques et culturelles serait lié, ou ne serait pas étranger à la monopolisation du pouvoir social et politique par un certain nombre de réseaux. Cela n'a rien d'étonnant... Le principe de la propriété d'État revient à déposséder la majorité de la population productive et créative, et à confier tout le pouvoir, pour l'essentiel, aux couches supérieures de la bureaucratie (et aussi, mais presque comme par négligence, à un certain nombre d'autres couches, situées immédiatement en dessous). Une fois engagé sur cette voie, le principe bureaucratique a pu atteindre une sorte de plénitude. Ses réseaux ont été transformés en forteresses. La bureaucratie a défendu bec et ongles les intérêts dont elle s'est trouvée investie, et elle s'est organisée avec minutie, s'est transformée aussi pour mener à bien des activités tout entières tournées vers ces intérêts. Lorsqu'il a fallu faire quelques concessions à des forces se situant en dehors de la bureaucratie (certaines élites, les classes sociales, les nationalités) et lorsque des propositions de réformes significatives ont surgi de toute une série de secteurs de la société, tout cela a été perçu comme autant de menaces contre l'existence même de la structure du pouvoir, comme des indices que la vitalité même du système déclinait. L'incapacité à fournir des dirigeants, à formuler des programmes vraiment utiles, à les imposer à la machine de l'État, tout cela est apparu comme autant de manifestations d'un « immobilisme », et c'est le moins que l'on puisse en dire. Il n'y avait en fait plus personne pour dominer cette machine, personne qui soit assez volontaire et assez fort pour lui imposer quoi que ce soit. À partir de ce moment-là, la *raison d'être*<sup>1</sup> de ces réseaux exerçant le pouvoir se résume à un objectif : rester en place. Mais avoir pour seule ambition que rien ne bouge n'améliorait pas leur taux de cholestérol...

Bien que le très énigmatique passage au secrétariat général de Youri Andropov ait permis que soit soulevée toute une série de problèmes, il n'aura pas duré assez longtemps pour leur apporter, dans ce cadre, la moindre solution. Il faut donc chercher plus loin les raisons de la mort de ce système. Pour cela, il est essentiel d'en revenir à l'énigme de la propriété/possession. La propriété d'État de l'essentiel de l'économie, et avant tout de la terre, se pare volontiers de références « socialistes » d'une grande modernité. Elle n'en est pas moins une très vieille particularité du système politique russe, qui a joué un rôle fondamental dans la constitution de son autocratie. C'est Marx qui a vu dans cette très ancienne propriété d'État (celle de la terre, mais pas seulement) un trait « asiatique » (à la fois très ancien et très « archaïque ») sur lequel a été érigé le système tsariste, mais dont il a aussi été affligé jusqu'à sa chute. La « propriété d'État » est un principe que Marx juge « non-moderne », et même archaïque. À l'appui de mon argument, et cette fois sans emprunter à Marx, il y a ce fait que, bien que la propriété

---

<sup>1</sup> En français dans le texte

d'État ait été déclarée principe socialiste *par excellence*<sup>2</sup>, ce qui a été généralement accepté, il ne s'agissait en réalité que de perpétuer une vieille tradition historique, et pas d'ouvrir un nouveau chapitre de l'émancipation sociale, qui est le sens même du socialisme. Au passage, notons ce fait tout à la fois fascinant et pertinent : dans la très solennelle et historique déclaration soviétique dite « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », qui date du début de l'année 1918, les législateurs soviétiques, qui viennent d'être élus, distinguent trois formes (ou trois modes) de propriété : elle peut-être « socialisée » (la terre), « nationalisée » (les forêts, les gisements miniers) ou relever de la « possession d'État » directe (des sovkhozes, ou des usines). C'est cette dernière modalité qui finira par dominer dans le système hautement bureaucraté. Des contradictions et des tensions internes l'ont corrompue, la vidant paradoxalement du conte nu qu'on avait voulu lui donner. C'est une nouvelle illustration de ces *processus* non intentionnels mais très puissants, et souvent fatals, qui entraînent (et c'est le moins que l'on puisse dire) vers quelque chose de tout autre. Après tout, et certes dans de tout autres circonstances, n'a-t-on pas assisté, en Occident, à quelque chose de tout aussi significatif et étonnant : la propriété privée, source principale du pouvoir économique, a cédé la main, dans les très grandes entreprises à ceux qui les dirigent, alors qu'ils n'en sont, au mieux, que des co-propriétaires par le biais de l'actionnariat. Dans la Russie soviétique aussi, ceux qui exercent directement la direction des grandes unités de production sont devenus, pour des raisons purement pratiques, et dans un premier temps, les détenteurs de fait de la propriété étatique, puis ils en sont devenus quasiment les propriétaires, au moins *de facto*, pour finir par en devenir les propriétaires *tout court*<sup>3</sup>, privant le « centre » de ce qui représentait sa principale source de pouvoir et le principe même de sa légitimité. À travers ces processus, qui ont fait sournoisement leur chemin, et comme en sous-main, c'est le concept même de propriété d'État qui a été miné, alors qu'il était précisément ce que le système revendiquait avant tout. Les réalités de la planification et du management bureaucratiques, telles que pratiqués « sur le terrain », ont abouti à une « féodalisation » de l'appareil de production national, les fiefs bureaucratiques triomphant au détriment du « centre », jusqu'au point où le système dans son ensemble perdait sa force. L'État-parti, en tant qu'entité fonctionnelle, n'avait plus de raison d'être.

À l'époque ouverte par la perestroïka, et même si ministres et gestionnaires restaient en place, y compris à la tête des grandes unités de production (certes, ce n'étaient pas les personnages les plus recommandables et les plus honnêtes), il est devenu clair que le système était à l'agonie. Les nouveaux seigneurs à la tête, en particulier, des grands conglomerats économiques, avaient besoin d'un autre pouvoir, et d'autres modalités de survie. Ils les ont trouvés avec Eltsine. Ils ont achevé la transformation de leurs unités en grandes entreprises intervenant sur le marché après les avoir acquises par des moyens tout à fait douteux (et tout simplement, par tous les moyens), au

cours d'un processus de « privatisation » qui avait commencé à se manifester dans les dernières années de l'ère Brejnev. Les plus importantes ont constitué des monopoles et continuent de le faire, en un processus qui continue de se développer et est loin d'être terminé.

## POUR CONCLURE

Au 20<sup>e</sup> siècle, la Russie a traversé des crises dévastatrices et connu des ruptures extrêmement complexes. La plupart ont eu lieu sous Staline, dont le long règne en a été sans cesse affecté. Il les a traitées et a inauguré un régime qui a porté son nom. Si l'on s'arrête aux différentes phases qu'a connues ce régime, et en particulier à la période stalinienne et à celle qui a immédiatement suivi sa disparition, on s'aperçoit que ce régime a manifesté une très grande capacité à mener les affaires, qui a permis au pays de retrouver la capacité à mener une guerre (capacité que la Russie tsariste avait perdue), mais aussi de diriger plus efficacement un immense territoire, y compris la capacité à mettre en branle des politiques de développement et/ou des réformes à très grande échelle. Cette capacité a été perdue à deux reprises pendant la période soviétique : sous Staline, probablement pendant les grandes purges et autour de cette période, puis dans la période post-krouchtchévienne, à la fin des années 60 et au début des années 70, après que les réformes de Kossiguine auront été sabordées en 1965. Puis l'incapacité d'agir s'installe et finit par être fatale. La dernière phase peut tout entière se résumer à ce diagnostic général auquel j'ai déjà fait allusion : la population, et en particulier la population urbaine, a fait siennes des attitudes et des caractéristiques modernes, certaines délibérément, d'autres de manière plus ou moins inconsciente, mais elle reste sous la domination d'un système qui manque, ou qui a perdu toute aptitude à s'adapter à sa population et, en fait, à la nouvelle structure sociale.

Les bases socio-économiques de ces transitions successives méritent qu'on les étudie sous un autre angle. On peut parler d'un mouvement qui va du proto-capitalisme au pré-capitalisme ; puis du pré-capitalisme à une économie mixte, pour l'essentiel à petite échelle ; puis à un saut vers l'industrialisation, qui a d'emblée une dimension très vaste et est en pleine expansion. Elle s'est accompagnée (et a été suivie) tout d'abord d'un despotisme *sui generis* fondé sur le culte du chef, puis, finalement, d'un pouvoir bureaucratique plein et entier. Ces transitions se suivent de très près, et chacune d'elles est associée à une crise : à un moment donné, Staline émerge comme celui qui concentre tout, puis ce sera Krouchtchev à une autre étape, puis Gorbatchev apparaîtra (et disparaîtra) à l'occasion d'une autre « interaction ».

Ainsi, quel que soit le régime (ses politiques, son idéologie, ses décisions), on observe à chaque époque des flux historiques, des processus à l'œuvre à côté desquels on risque de passer si l'étude est menée avec pour seule préoccupation le « régime » ou, et ce n'est qu'une variante, ceux qui s'y opposent. La clé pour comprendre le régime, on la trouve dans le « monopole du pouvoir ». Les écrivains de l'imaginaire social, comme Zamiatine, Huxley et Orwell ont prophétisé qu'un « monopole » de ce genre ne peut qu'aboutir à une totale mise en esclavage des

<sup>2</sup> idem

<sup>3</sup> idem

hommes, à leur transformation en simples rouages. Mais l'histoire, malgré ses pages sombres, a su éviter ce piège terrible. Le monopole d'État sur la richesse nationale (source de ce nœud fatal du pouvoir) a également couvé dès son origine une tendance spontanée à fragiliser ce nœud de pouvoir, et à perdre le contrôle sur son propre destin. Au lieu d'occuper la fonction qui était promise au système, celle de contrôleur omniscient digne des pires cauchemars, certains processus internes aux appareils ont en fait agi contre le système, dans le cours même des interactions dynamiques qui avaient lieu dans les différentes sphères sociales et économiques. C'est peut-être la raison pour laquelle le héros du poème d'Alexandre Tvardovski, le brave soldat Terkin, qui se retrouve après la guerre dans un royaume merveilleux, préfère retourner sur terre, vers la réalité bureaucratique soviétique, plutôt que de supporter toute la perfection de l'administration céleste, perfection que, sur terre, certains tentent sans succès d'atteindre. Il dit, en substance, que contrairement aux bureaucrates des hautes sphères, ceux que l'on trouve sur terre, au moins, respirent.

L'une des tendances les plus destructrices (elle n'est pas souhaitée, mais elle est plus forte que tous les contrôleurs et que toutes les agences mises en place pour la combattre) est finalement le gaspillage massif, et finalement fatal, des ressources nationales. Il devient la figure dominante d'un régime parvenu au stade de la décomposition. En même temps, les dégâts infligés à la vie culturelle par le caractère primitif de la propagande du régime ont également d'abord contribué au manque de vitalité de l'idéologie officielle elle-même. La logique interne des intérêts bureaucratiques a heurté de plein fouet la raison économique, politique et même administrative. Plutôt que de se saisir à bras-le-corps des problèmes sérieux des politiques globales, le système a en fait cessé tout simplement d'être un système, et la satisfaction des intérêts du formidable échec des agences administratives a commencé à prendre le pas sur l'ensemble de son programme. Mais une sorte d'horloge interne limite l'atrophie de la volonté politique. Et tout cela, en dépit de toute forme de révolte de masse, dans la tradition des révoltes paysannes pourtant proverbiales, souvent prédites par ceux qui prétendent si bien connaître l'âme russe ! Aussi étonnant que cela puisse paraître, ce régime n'a pas été renversé : ce sont ses institutions qui l'ont sabordé. Le régime est mort de mort naturelle, tué par son propre anachronisme. Son propre univers (pour ne rien dire de l'univers *tout court*) est devenu trop complexe pour ce mode de gouvernement : il a bien travaillé dans le passé, et cela l'a en quelque sorte poussé à s'assoupir...

Ce phénomène d'effondrement dû à la fatigue de l'ensemble du système s'est produit plusieurs fois en Russie au cours du vingtième siècle, et il pourrait de nouveau se produire, si ce n'est pas déjà le cas. La capacité à produire des dirigeants capables, perdue par le régime précédent, n'a pas été recouvrée jusqu'à ce jour, et tous les déséquilibres liés les uns aux autres, qui est une vieille caractéristique historique, continue d'affliger la Russie, sans donner le moindre signe de faiblesse, lui. Je l'ai déjà mentionné, la Russie semble condamnée à des

« rechutes à répétition dans le sous-développement », et cela paraît menacer encore une fois la Russie actuelle.

Cela est dû à l'incapacité, quelles que soient les avancées, à surmonter un « système de déséquilibres », hérité ou récurrent. Ce que j'ai l'habitude de qualifier de « fardeau » est le faiseur de crises *par excellence*, plane au-dessus de la Russie depuis la période tsariste, rôde ou ressuscite alors même que sont adoptées des mesures pour répondre aux crises, à la Guerre civile, au changement pour la NEP, puis au tournant pour en sortir, puis pour plonger dans l'industrialisation forcée, puis dans la mobilisation pour la Seconde Guerre mondiale, puis pour s'en remettre. Le système soviétique a été modelé par les urgences et il y a répondu par les méthodes du commandement militaire et par la coercition policière. La guerre, malgré les erreurs fatales de commandement du début, a constitué le summum des capacités du régime stalinien en tant qu'organisation destinée à affronter les urgences.

Le stade suivant, bien que gâché lui aussi par un autre genre de guerre, la Guerre froide (qui n'est pas abordée dans cet essai), a produit un tout autre type de cadre politique, davantage tourné vers la société, et qui a considérablement allégé le précédent système coercitif d'État. Il a permis un développement des droits du travail et de l'intelligentsia, certains *de facto*, mais parfois aussi *de jure*. Le problème est que le principal bénéficiaire de l'émancipation (du stalinisme) a été le parti et la bureaucratie. Diriger l'État a cessé d'être une suite de situations d'urgence ; c'est devenu une affaire de routine, menée par la bureaucratie et cela toujours plus clairement en fonction de ses intérêts propres. Ce que l'on a continué d'appeler « le plan » a été en vérité une capacité résiduelle à se consacrer à des « priorités », la plupart déterminées en réponse à des problèmes posés par la Guerre froide. Mais cela a permis, bien que de manière sans cesse plus ténue, de s'accrocher à une position de superpuissance. Pourtant, pour que puissent être préservées de véritables bases pour conserver le statut de superpuissance, il aurait fallu libérer la croissance économique et culturelle en garantissant la liberté d'action de la population, et en en faisant le véritable partenaire de l'État, ou mieux encore, le véritable souverain du système. Ce n'est pas la voie qui a été empruntée. Le principe de la « mobilisation » a été conservé, permettant à la bureaucratie de devenir l'establishment *par excellence* : le tournant conservateur a été pris une fois pour toutes. La classe bureaucratique politico-administrative dirigeante n'a pas su restaurer son dynamisme sur des bases nouvelles. Au lieu de cela, elle a développé son goût pour le *statu quo*, et elle a perdu sa capacité politique, au moment même où la situation mûrissait, et où grandissait le besoin de se débarrasser des vieilles sujétions historiques continuant à pousser le pays vers une confiance excessive dans le pouvoir de l'État, en un mot l'« étatisme ».

Il se pourrait que le modèle chinois, « plus jeune », qui a su inverser le cours de sa collectivisation-communisation, et a donc été capable d'appliquer de nouveau une sorte de super-NEP, réussissant à s'arrêter précisément là où les Soviétiques sont allés trop loin, dans un *cul-de-sac* bureaucratique irréversible. Mais ce n'est qu'une idée comme ça...